

« Ce qui se passe en Birmanie ressemble aux crimes commis en Ukraine »

En Birmanie, les militaires ont coupé wifi et 4G. Il n'y a plus d'images qui sortent du pays alors que se multiplient bombardements et massacres de la population. Parce qu'elle réclame le retour de la démocratie.

ENTRETIEN

VÉRONIQUE KIESEL

Vingt-deux mois après le coup d'État du 1^{er} février 2021, la Birmanie sombre dans une quasi-guerre civile et ce en toute opacité. Manny Maung, chercheuse sur la Birmanie pour Human Rights Watch, met pour nous cette crise en lumière.

Où en est la Birmanie ?

La situation ne cesse de se dégrader de façon dramatique. Dans les villes, où il y a encore un semblant de normalité, la population tente de survivre, un jour après l'autre. Mais elle doit faire face à des exécutions extrajudiciaires, des assassinats ciblés. La junte met par exemple en ligne sur des groupes Telegram photos, noms et adresses de personnes gênantes, comme des avocats défendant des prisonniers politiques, qui deviennent ainsi des cibles à attaquer, à tuer. Il y a aussi de nombreuses personnes qui sont assassinées en détention. Difficile d'évaluer leur nombre, mais c'est une pratique extrêmement répandue. Et, après l'exécution en juillet dernier de quatre prisonniers politiques, dix autres opposants viennent d'être condamnés à mort fin novembre : nous appelons la junte à commuer ces sentences cruelles prononcées après des procès iniques à huis clos. Sur le plan militaire, la situation est très tendue. Dans les zones fortement opposées à la junte, les attaques de l'armée ont fort augmenté depuis la fin de la saison des pluies, fin septembre. Elles sont soutenues par des milices pro-junte. Et de nombreuses petites milices de résistance ont surgi ces derniers mois pour s'opposer armes à la main aux militaires : ces Forces de défense populaire ciblent régulièrement des responsables du gouvernement militaire. Avec tous ces ingrédients, le niveau de violence au quotidien est extrême.

L'armée mène donc des attaques militaires contre la population civile ?

Précédemment, les attaques aériennes étaient menées par l'armée dans les zones rebelles Kachin et Karen. Désormais, il y en a tous les jours, y compris dans des zones n'abritant pas de minorités ethniques mais l'ethnie principale, dans le centre du pays : l'armée bombarde villages ou camps de déplacés. Quelques heures plus tard, l'infanterie débarque et met le feu aux maisons rescapées : une généralisation de la politique de la terre brûlée jadis réservée aux zones à minorités ethniques.

Cela rappelle le traitement infligé aux Rohingyas en 2017...

Exactement. Ces attaques servent à faire



fuir les villageois. Ensuite, le pouvoir ré-affecte leurs terres. L'ampleur de ces attaques montre à quel point l'armée est impopulaire partout dans le pays. Mais elle veut à tout prix conserver un pouvoir absolu. Malgré sa puissance de feu, l'armée a subi des revers alors qu'elle est souvent opposée à de jeunes villageois équipés d'armes de fortune qui organisent des embuscades. Les groupes rebelles ethniques ont fourni un entraînement militaire à des opposants venant des villes – étudiants, jeunes travailleurs, hommes et femmes – qui se sont aguerris. On peut faire un parallèle avec l'Ukraine : dans ces deux pays, des civils prennent les armes pour défendre leurs maisons, leurs libertés.



La libération d'Aung San Suu Kyi rendrait l'espoir à la population



La différence, c'est qu'en Ukraine, la situation est extrêmement documentée, par les habitants et par les journalistes. En Birmanie, il y a eu un flot d'images après le coup d'État, mais la junte a ensuite coupé wifi et 4G. Il est donc très difficile, de l'étranger, de communiquer avec la population. Il n'y a plus non plus de journalistes étrangers pour raconter ce qui se passe ni d'enquêteurs travaillant sur les violations des droits humains. Mais je peux vous assurer qu'il se passe en Birmanie le même genre de faits qu'en Ukraine. Nous avons notamment des rapports très crédibles sur l'usage du viol comme arme de torture, notamment à l'aide d'objets. Ces tactiques ne sont pas récentes en Birmanie, mais largement utilisées dans des prisons ou des centres militaires d'interrogatoire.

Mi-novembre, la junte a annoncé la libération de 6.000 prisonniers politiques : un geste de bonne volonté ? En réalité, seuls 400 prisonniers ont été

libérés. Et une partie d'entre eux a été arrêtée à nouveau sous des prétextes ridicules, juste après leur sortie. La junte a surtout fait de la place en libérant des prisonniers qui n'avaient plus qu'un mois à purger. Elle veut par ailleurs jouer un rôle politique majeur, mais elle est toujours très populaire. Libérer cette icône rendrait l'espoir à la population.

La junte a été financièrement sanctionnée à l'international ?

Il y a eu de petites avancées, des sanctions ciblées. Les multinationales se sont rendu compte que leur présence en Birmanie était extrêmement mal vue car elles finançaient les militaires. Au fil des mois, une série d'entreprises, comme TotalEnergies et Chevron, se sont finalement retirées, sous la pression de l'opinion. Il y a donc moins d'argent qui entre dans le pays, mais cela n'affecte guère la junte : elle a précédemment réalisé des investissements à l'étranger, notamment dans des conglomérats exploitant gaz et pétrole. Donc l'argent continue à affluer sur leurs comptes. Il faudrait pouvoir geler ces possessions et ces revenus, déclarer ces transactions en dollars et en euros illégales : cela obligerait les banques à les réserver, pour ne les libérer que lorsqu'un gouvernement civil démocratiquement élu sera au pouvoir en Birmanie. C'est une question très technique à laquelle il est urgent de travailler : l'Union européenne, notamment, devrait s'en saisir.

Et du côté multilatéral ?

Lors de son sommet mi-novembre, l'Asean (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) a évoqué le dossier birman, sans finalement rien décider. Les chefs d'État ont insisté sur la nécessité d'un consensus asiatique et de garder les canaux de discussion ouverts, mais c'est à peu près tout. C'est très décevant alors que certains pays de l'Asean sont choqués par le comportement de la junte birmane. Cela montre bien que les membres de l'ONU et du Conseil de sé-

curité ne doivent plus se contenter de déléguer ce dossier à l'Asean. L'UE a réussi à imposer rapidement un embargo sur les armes à destination de la Russie (décidé le 1^{er} août 2014, après l'annexion de la Crimée, NDLR). Et la Cour pénale internationale (CPI) a déjà commencé à enquêter sur d'éventuels crimes contre l'humanité commis par la Russie en Ukraine. Mais il n'y a rien de tout ça à propos de la Birmanie alors que la Russie et l'Inde livrent des armes à la junte birmane et du fuel pour ses avions de combat.

Et sur le plan humanitaire ?

Le million de Rohingyas réfugié au Bangladesh n'a pas la vie facile, mais l'aide internationale s'est organisée. Or une nouvelle vague de civils birmans a fui les bombardements et trouvé refuge en Thaïlande : 45.000 personnes, privées de l'assistance humanitaire de l'ONU car la Thaïlande n'a pas signé la convention sur les réfugiés. Ils y survivent dans des conditions très difficiles. Et le pouvoir thaïlandais, qui a des connexions avec la junte birmane, renvoie parfois en Birmanie certains d'entre eux, dont des opposants ou des policiers ayant préféré abandonner leur poste. On ignore le sort qui leur est réservé ensuite.

La situation semble assez désespérée...

Que faudrait-il faire ?

Il faut vraiment davantage d'attention et de pressions internationales. L'Europe est centrée sur ce qui se passe en Ukraine, à ses frontières, et semble ne pas s'être rendu compte de l'influence déstabilisatrice de la Russie dans cette partie de l'Asie. Les actes commis par la junte depuis qu'elle est arrivée au pouvoir dans les années 60 sont totalement impunis. Quand les obligerons-nous à rendre des comptes ? Le Conseil de sécurité pourrait décider de saisir la CPI mais la Russie y mettrait certainement son veto. Et la Chine ? Elle est très mécontente de ce qui se passe en Birmanie. Si on obtenait qu'elle s'abstienne simplement, cela mettrait déjà une forte pression sur la Russie.

Désormais, les seules photos d'opposants à la junte birmane viennent d'autres pays : ici, une manifestation à Londres. © PHOTONEWS.

Manny Maung

Manny Maung est chercheuse sur la Birmanie pour Human Rights Watch. Née en Birmanie, elle a fait des études de journalisme à l'Université de Melbourne avant de travailler pendant 12 ans comme journaliste pour CNN, Al Jazeera ou la BBC. Pour tenter de changer les choses, elle a ensuite travaillé pour une ONG clandestine enquêtant en Asie sur le trafic d'êtres humains et les droits des travailleurs, puis a rejoint HRW.